



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

La Ligue des droits et libertés rappelle au nouveau gouvernement son obligation de respecter les droits humains de toutes et tous

Montréal, le 5 octobre 2018 – Aux lendemains de l'élection d'un nouveau gouvernement à Québec, la Ligue des droits et libertés (LDL) craint d'éventuels reculs en matière de droits humains et souhaite rappeler aux élu-e-s de la Coalition avenir Québec (CAQ) leurs obligations à cet égard.

Selon le président de l'organisation, Christian Nadeau, le silence de la CAQ sur des enjeux de droits économiques et sociaux est particulièrement inquiétant. «On pense par exemple au logement social, sur lequel le parti refuse de s'engager, alors que près de 200 000 ménages locataires du Québec doivent consacrer plus de la moitié de leur revenu pour se loger. De façon plus générale, la CAQ a pris très peu d'engagements en faveur d'une plus grande justice sociale», continue M. Nadeau, rappelant que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, auquel le gouvernement québécois a adhéré en 1976, prévoit que les États signataires ont l'obligation d'agir «au maximum de leurs ressources disponibles en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits».

En outre, plusieurs déclarations de François Legault au cours de la campagne électorale et au lendemain des élections inquiètent vivement l'organisation: l'imposition d'un test des valeurs pour les nouvelles et nouveaux arrivants et l'apprentissage obligatoire du français en trois ans sous peine de quitter le pays ainsi que l'interdiction du port de signes religieux pour les employé-e-s de l'État en position d'autorité, allant même jusqu'à prévoir l'utilisation de la clause de dérogation. «Non seulement ces différentes mesures violeraient plusieurs droits humains, mais le simple fait de les proposer risque d'accentuer le racisme et les discriminations dont les personnes immigrantes et racisées font déjà l'objet », déclare M. Nadeau.

La LDL souligne aussi l'irresponsabilité de la CAQ dans la lutte aux changements climatiques. «Le manque d'engagements à cet égard est extrêmement grave, surtout quand on sait qu'il s'agit d'un des plus grands défis auxquels l'humanité aura à faire face et qu'il est déjà très tard pour agir!», martèle M. Nadeau. L'organisation appelle le gouvernement à adopter rapidement des mesures de transition et de s'assurer que celles-ci soient compatibles avec le respect des droits humains.

Du côté des droits des Peuples autochtones, la CAQ s'est engagée à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. La LDL salue cette décision et compte suivre de près les actions du nouveau gouvernement dans la réalisation de cette promesse.

«Si les défis en matière de droits humains sont nombreux au Québec, nous pouvons compter sur de

nombreux groupes sociaux et personnes engagées pour défendre les droits de toutes et de tous. Il est essentiel que la population puisse s'associer, s'exprimer, manifester et accéder à la justice. La LDL appelle donc le nouveau gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect de tous les droits humains et notamment des droits civils et politiques, y compris en donnant suite aux recommandations du rapport [Manifester sous intimidation : Rapport de mission d'observation du G7](#)», termine M. Nadeau.

À propos de la Ligue des droits et libertés

La LDL est un organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

-30-

Pour informations et entrevues :

Lysiane Roch, responsable des communications
514-715-7727